Ordonnance sur la compensation des émissions de CO₂ des centrales à cycles combinés alimentées au gaz

du

Le Conseil fédéral suisse,

se fondant sur l'art. 182, al. 2, de la Constitution fédérale¹ et sur l'art. 1, al. 2, de l'arrêté fédéral du 23 mars 2007 sur la compensation des émissions de CO₂ des centrales à cycles combinés alimentées au gaz²,

ordonne:

Art. 1 Objet

La présente ordonnance régleme la part des émissions de CO₂ qui peut être compensée à l'étranger, ainsi que les tâches incombant aux autorités dans le cadre de l'exécution de l'arrêté fédéral du 23 mars 2007 sur la compensation des émissions de CO₂ des centrales à cycles combinés alimentées au gaz.

Art. 2 Part des émissions pouvant être compensée à l'étranger

¹ Les centrales à cycles combinés alimentées au gaz peuvent compenser tout au plus 30 % de leurs émissions de CO₂ par des réductions d'émissions à l'étranger.

Art. 3 Période de compensation

Les centrales à cycles combinés alimentées au gaz doivent compenser leurs émissions de CO₂ entre 2008 et 2012. La compensation doit être totalement achevée jusqu'à fin 2012.

Art. 4 Contrat de compensation

¹ Quiconque dépose une demande visant à autoriser une centrale à cycles combinés alimentée au gaz doit conclure un contrat de compensation avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

² Le contrat de compensation régleme en particulier:

- a. le compte rendu sur l'évolution des émissions de CO₂;
- b. le compte rendu sur les mesures engagées pour compenser les émissions de CO₂ en Suisse et à l'étranger;

¹ RS 101

² FFI 2007 2233

- c. l'autorisation par l'OFEV des mesures imputables engagées pour compenser les émissions de CO₂;
- d. la fixation de la peine conventionnelle financière due lorsque les émissions de CO₂ ne sont pas compensées conformément aux modalités du contrat.

³ Les négociations portant sur les demandes de compensation sont conduites conjointement par l'Office fédéral de l'énergie et l'OFEV.

Art. 5 Autorisation

Les centrales à cycles combinés alimentées au gaz ne peuvent être autorisées que si un contrat de compensation des émissions de CO₂ (contrat de compensation) valable a été signé.

Art. 6 Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le Sa durée de validité correspond à celle de l'arrêté fédéral du 23 mars 2007 sur la compensation des émissions de CO₂ des centrales à cycles combinés alimentées au gaz.